# L'AMERINDIANISME AU QUEBEC, AUJOURD'HUI

Analyse du cadre idéologico-politique
et des activités des spécialistes

Préparé par

Serge Bouchard
15603 Bellerive
Pointe-aux-Trembles, Québec
H1A 2B1

pour le compte de:

La Direction de la recherche
Politiques, Recherche et Evaluation
Programme des Affaires indiennes et inuit
Ministère des Affaires indiennes et du Nord

Novembre 1979

8.Q3
B3
.2

LIBRARY
MAR 26 1981

# L'AMERINDIANISME AU QUEBEC, AUJOURD'HUI

Analyse du cadre idéologico-politique
et des activités des spécialistes

Préparé par

Serge Bouchard
15603 Bellerive
Pointe-aux-Trembles, Québec
H1A 2B1

pour le compte de:

La Direction de la recherche
Politiques, Recherche et Evaluation
Programme des Affaires indiennes et inuit
Ministère des Affaires indiennes et du Nord

Novembre 1979

PREAMBULE

La production de ce rapport fut grandement facilitée du fait de mon expérience de près de dix ans dans le champ de l'amérindianisme. D'une façon plus particulière, il est le fruit d'entrevues récentes réalisées auprès des principaux intéressés. Il découle aussi de ma participation aux sessions de la section des Etudes Amérindiennes du congrès de l'ACFAS tenu; en mai 1979, congrès durant lequel à peu près tous les amérindianistes francophones se trouvèrent réunis.

Le rapport met l'accent sur les idéologies et les pratiques de l'amérindianisme francophone d'aujourd'hui. Il y est question de courants théoriques, de cadres idéologiques et de contextes pratiques. En première partie, je présente ce que je crois être les facteurs déterminants qui influent sur les pratiques des spécialistes et des intellectuels qui se penchent sur les questions amérindiennes dans le cadre général des sciences humaines. En seconde partie, parallèlement à la description des types d'activités, l'analyse débouche sur quelques constatations fondamentales: 1- l'amérindianisme francophone est nettement distinct de l'amérindianisme anglophone 2- son cadre idéologico-politique est sans commune mesure avec ses pratiques 3- le travail dans les documents s'est récemment considérablement développé au détriment des travaux sur le terrain, d'où une nette tendance vers les études historiques au détriment des analyses sociologiques 4- les études sur les structures bureaucratiques et sur le langage technocratique sont jugées prioritaires 5- malgré des acquis théoriques somme toute rigoureux, l'amérindianisme s'embourbe encore facilement dans la question de la légitimité du nationalisme et ces démarches pourraient être perçues comme se ramenant fondamentalement à une réflexion sophistiquée

sur les notions de souveraineté culturelle, d'autonomie politique, d'auto-suffisance économique et de luttes nationales 6- suite à des investissements idéologiques intenses, la pratique est relativement incertaine et les démarches concrètes, quoique nombreuses, sont hétérogènes, mal connues et vont au hasard de la demande. En ce sens, il est très difficile de parler d'un amérindianisme francophone puisque s'il y a un concensus virtuel quant au cadre idéologico-politique, il n'y en a actuellement aucun sur le plan de la pratique.

## PREMIERE PARTIE: LES FACTEURS DETERMINANTS

### - L'amérindianisme au Québec français, 1960-70

Les Québécois n'ont pas attendu les amérindianistes pour discourir sur les Amérindiens mais il importe de souligner le fait que l'existence d'un discours scientifique québécois sur les Amérindiens est un phénomène relativement récent. En fait, les amérindianistes québécois ne sont au travail que depuis une vingtaine d'années, ce qui est peu. Il y aurait un bilan à faire sur ces premiers élans mais ce n'est vraiment pas mon propos de le tenter ici. Il importerait davantage de tracer à très grands traits ce qui a caractérisé cette période d'émergence des recherches amérindiennes, dans la mesure où je retiendrai l'hypothèse que, au-delà des continuités et des prolongements, ces dernières années ont vu un changement profond dans les sciences humaines au Québec et que ce changement, s'il ne lui est pas nécessairement particulier, est quand même très visible dans le champ des études amérindiennes.

A l'origine, l'académisme prime; c'est au nom de la science que le travail s'amorce et c'est par la finalité scientifique que le discours se légitime en même temps qu'il se construit. Deux tendances se dégagent d'abord, l'une pratique, l'autre théorique. Sur le plan pratique, le développement des recherches amérindiennes en sciences humaines aura pour conséquence de donner la possibilité à des chercheurs francophones de se mettre à faire du terrain en milieu amérindien et de commencer ainsi l'apprentissage du travail ethnographique. En anthropologie notamment, la formation des étudiants ne se concevait pas autrement. Sur le plan théorique, le travail s'oriente d'abord vers la cueillette de données factuelles jusque là manquantes en raison de la rareté des recherches antérieures, pour ensuite

s'engager résolument dans la voie de la compréhension et de l'analyse de la spécificité culturelle par le biais d'un courant de recherche en particulier qui, pour un temps, dominera tous les autres au Québec, le structuralisme. C'est ainsi que les premiers efforts réels de recherche porteront sur les mythes, sur le langage et sur la connaissance. Dans l'ensemble et par la réunion des deux tendances, ethnographie et structuralisme, les premiers amérindianistes québécois se concentreront surtout sur la notion de culture traditionnelle.

On voit déjà une particularité se profiler par rapport aux théories et aux pratiques des sciences humaines anglophones qui, elles, privilégient le social et le changement dès cette époque tandis que pour les premiers amérindianistes francophones, le projet ultime est la réhabilitation des cultures amérindiennes qui ont trop souffert de préjugés défavorables dans la société québécoise. On veut rétablir des faits, signaler des complexités, reconstituer des vérités.

- Le cas de la Baie James

En 1971, avec l'annonce du projet de la Baie James, de nombreux éléments nouveaux allaient entrer en ligne de compte. On a vite constaté que le discours scientifique des sciences humaines, même investi des plus grandes vérités, n'avait pas le pouvoir qu'on lui conférait peut-être un peu trop naïvement. Plus encore, et c'est véritablement là où le bât a le plus blessé, on s'est aussi aperçu que c'était beaucoup plus du côté des spécialistes du changement social que de ceux des résistances et spécificités culturelles qu'on allait se tourner.

Il y avait en outre cette réalité incontournable qui était le fruit d'un hasard relatif et qui faisait que nul ne pouvait nier la présence et la compétence des amérindianistes anglophones à la Baie James. Il y a toujours eu chez les praticiens des sciences humaines, chez les ethnographes surtout, un sentiment certain de propriété sur les terrains qu'ils occupent. Dans le petit monde des amérindianistes, la Baie James appartenait aux spécialistes anglophones. Dans ce cas, il a fallu admettre que c'était bien sur le terrain des autres que des questions fondamentales dans lesquelles tout amérindianiste aurait pu vouloir intervenir, allaient se débattre. Mais il y avait beaucoup plus que cette propriété revendiquée par les chercheurs de l'Université McGill notamment.

Ces derniers privilégiaient l'approche qui allait être en demande et qui n'exigeait que des efforts de raffinement, tandis que les spécialistes francophones, férus de principes qui en appelaient à la spécificité culturelle, étaient en fait loin d'être prêts à se confronter avec les dures réalités de la négociation. Ils tenaient un langage qui n'était définitivement pas adéquat, ni pertinent.

Cette marginalisation mettait durement en lumière les faiblesses réelles des amérindianistes francophones sur le plan de leur capacité d'intervention. Indirectement, la fascination pour la culture traditionnelle allait elle-aussi en prendre un bon coup. La recherche de l'amérindien authentique ou la recherche de l'authenticité culturelle fut radicalement discréditée à partir de ce moment-là. Ils avaient bonne bouche les critiques (principalement les collègues anglophones) qui avaient cru en silence et qui pouvaient maintenant l'affirmer, que les chercheurs francophones sérieux n'existaient à peu près pas et que le

structuralisme ne servait à rien et ne menait nulle part. Critique d'autant plus paradoxale et blessante que la majorité des auteurs commençaient leurs travaux sur le changement social à la Baie James en soulignant la très grande authenticité de la culture des Cris, le peuple de chasseurs peut-être le moins touché par l'acculturation de toutes les populations amérindiennes au Canada.

Nous tenons là un second volet de la différence fondamentale qui existe entre les spécialistes anglophones et francophones au Québec eu égard aux questions amérindiennes. Pour les premiers, une tranquille assurance et une absence de doute, surtout après les succès enregistrés à la Baie James, pour les autres, une remise en question qui semble toujours vouloir se renouveler. Nous reviendrons plus loin sur ce point extrêmement important; ce qu'il s'agissait de démontrer ici, c'est que c'est bel et bien le contexte des recherches à la Baie James qui est principalement à l'origine du climat actuel.

- Le courant marxiste

La déconfiture de l'approche structuraliste et des tenants de l'authenticité culturelle dans le cas de la Baie James avait ouvert la voie, on l'a vu, à une sérieuse remise en question. Dans ce contexte, c'est le marxisme qui a fourni les éléments essentiels de cette auto-critique. Un peu à la suite du structuralisme, le marxisme était de toute façon devenu au Québec le courant dominant dans les sciences humaines en général. Dans les universités, les départements de sociologie et d'anthropologie ont largement adopté la grille d'analyse marxiste dans l'interprétation des faits sociaux. Il s'agit là d'un phénomène généralisé dans l'ensemble des milieux intellectuels québécois.

Du côté des amérindianistes, le marxisme ne s'est pas imposé avec la même vigueur qu'ailleurs mais son influence est indéniable. S'il est nécessaire de spécifier à ce stade-ci que le marxisme n'est pas immédiatement apparu comme allant de soi pour les amérindianistes, c'est que c'est justement dans ce champ des réalités sociales, celui des petites communautés culturelles marginalisées vis-à-vis des grands courants historiques, que le marxisme éprouve théoriquement certains problèmes au niveau de l'analyse. La grille marxiste conduit inévitablement à une "désamérindianisation" des problèmes autochtones et cette tendance n'est pas sans causer des soucis aux spécialistes des questions amérindiennes. Car s'il est une force très concrète dans le milieu général des revendications et des luttes amérindiennes, c'est bien la volonté très ferme de raffermir l'identité amérindienne. Or, les spécialistes ne peuvent pas escamoter ces réalités quand bien même la théorie le leur commanderait. C'est dire d'une façon succincte et probablement trop superficielle combien le marxisme a besoin de s'ajuster quand il aborde les réalités contemporaines de sociétés imbriquées à la marge de la société dominante, petites sociétés récupérées par après pourrait-on dire et ne se soumettant plus à aucune force significative de l'histoire.

C'est donc de façon détournée mais indéniablement efficace que le marxisme a fini par exercer une influence déterminante sur les amérindianistes francophones: il a fourni de puissants leviers théoriques à des chercheurs qui en avaient bien besoin. Par contre, le marxisme n'a pas encore fourni de pratique pour le praticien; on pourrait même ajouter, avec un certain dépit, qu'il l'a détourné de son objet fondamental, l'homme (le terrain de la vie concrète et détaillée).

De leur côté, les spécialistes anglophones n'avaient pas eu besoin du marxisme pour s'intéresser aux réalités sociales contemporaines des amérindiens. Le changement social et les moyens d'éviter les coûts sociaux trop élevés retenaient l'attention des chercheurs qui s'étaient fait les dents au cours du projet Cris subventionné par ARDA. Tout cela allait leur servir dans le contexte de la Baie James. Il est donc manifeste que chez eux, le besoin d'auto-critique n'a jamais été ressenti avec autant de force, comme ce fut le cas chez les francophones. De la même manière que le structuralisme n'avait qu'effleuré la communauté des amérindianistes anglophones, le marxisme ne recevra qu'une attention superficielle toute teintée de méfiance.

Pour conclure sur ce point, disons que c'est le marxisme qui a pris la relève du structuralisme comme idéologie dominante dans les sciences humaines. Dans le champ de l'amérindianisme, nous sommes passés en conséquence de la recherche de l'authenticité à une rigoureuse auto-critique qui se poursuit toujours.

Dans les faits, cela signifie que le marxisme, qui n'a jamais été très fort pour susciter de bonnes ethnographies ou de bonnes sociographies, a enlevé une certaine vigueur à la présence des chercheurs francophones sur le terrain. Plus encore, s'il est utilisé comme outil de réflexion sur les sciences humaines elles-mêmes, il sert peu dans les recherches comme telles, si ce n'est qu'il favorise le développement de la recherche historique. Plus important encore, c'est que le marxisme a changé radicalement le mode d'approche des problèmes amérindiens et si on en reste encore au niveau des supputations théoriques, il est déjà acquis qu'un certain détachement vis-à-vis de ces problèmes

est battu en brèche, autant par la réflexion marxiste que par les pressions et urgences qui proviennent des milieux amérindiens.

- Le nationalisme

Les amérindianistes francophones ont probablement toujours ressenti et cru qu'ils avaient un rôle particulier à jouer dans la compréhension des problèmes amérindiens dans la mesure où ils se définissaient eux-mêmes comme partie d'une nation colonisée, vaincue, à laquelle il manquait les pouvoirs nécessaires pour se défendre contre les humiliations et les frustations d'une société dominatrice. Qui mieux qu'un opprimé pouvait comprendre les problèmes d'un autre opprimé? Par ailleurs, la question de la Baie James causait déjà un problème de conscience nationaliste qui émergeait timidement depuis la Révolution tranquille des années soixantes où des responsables politiques avaient commencé à raffermir la présence québécoise au Nouveau-Québec. La mise en chantier de la Baie James n'était-elle pas une prise de contrôle de ressources québécoises, ce dont toute la nation devrait se réjouir, comme n'a pas manqué de le souligner le premier ministre de l'époque?

Dans ces contextes, les amérindianistes québécois ont rapidement perçu les pièges d'un nationalisme étroit et l'avènement au pouvoir du Parti Québécois allait confirmer les difficultés qui se précisaient depuis 1971 mais qui s'annonçaient depuis 1960.

Bien sûr, beaucoup d'intellectuels québécois sont nationalistes. Mais en ce qui regardait les questions amérindiennes, de nombreux doutes existaient. Le nationalisme québécois allait-il prêter une oreille

favorable aux nationalismes amérindiens ou, bien au contraire, fort de sa propre victoire, ne déploierait-il pas avec vigueur sa volonté de ne pas reconnaître aux autres ce qu'il réclame pour lui-même? En fait, l'issue n'a jamais fait de doute et, outre une manifeste désinvolture dans le traitement de la question et des dossiers, il n'y a rien à dire sur les performances du gouvernement québécois en matière amérindienne, si ce n'est que c'est bel et bien la dernière attitude qui l'a emporté.

Pour les amérindianistes québécois, la contradiction ne laisse pas d'être vive. Ce gouvernement s'avère en définitive un adversaire encore plus formidable que tous les autres (dans la mesure où il connait bien le nationalisme) en ce qui a trait à la reconnaissance des aspirations politiques des Amérindiens.

Il y a plus. L'Amérindien devient carrément un pion sur l'échiquier de la politicaillerie et des luttes bureaucratiques entre le fédéral et le provincial. Pour le nationaliste québécois, il n'y a qu'un pas à franchir pour se mettre à dire que les problèmes causés par les Améridiens au gouvernement du Québec prennent leur source à Ottawa. Ce pas a été franchi et dénoncé par les amérindianistes.

La boucle de la contradiction se referme alors. Pour que le Québécois soit fort, il faut que l'Amérindien soit faible. Le seul Amérindien fort est celui qui se fortifie avec le Québécois, celui dont l'amérindianité est aussi québécoise. De cette façon, le Québec aura ses Amérindiens et le Canada les siens.

Si cette dialectique de la souveraineté est extrêmement embêtante pour le nationalisme québécois, elle l'est doublement pour les amérindianistes québécois qui, et ils sont à peu près tous comme ça, seraient prêts de leur côté à travailler pour que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit respecté. L'amérindianiste québécois se retrouve donc dans la très inconfortable position de nationaliste au deuxième degré et il est clair que ce faisant, il se marginalise encore plus car ses positions ne peuvent alors qu'être radicales et partant, complètement irréalistes sur le plan politique.

Face au nationalisme francophone, ce sont quand même des prises de position très utiles puisqu'elles contribuent à pousser plus avant un débat fondamental dans la société québécoise d'aujourd'hui. Pour l'amérindianiste lui-même cependant, les effets sont quelque peu néfastes dans la mesure où ces réflexions risquent d'occuper les spécialistes à autre chose que ce qui devrait être leur objet privilégié. Plus encore, il y a le risque de la transposition dans le champ de l'amérindianisme de problématiques qui ne s'y retrouveraient pas autrement. Autrement dit, l'amérindien peut facilement devenir un prétexte à une discussion sur la souveraineté.

- La perspective de la Côte-Nord

La perspective d'une nouvelle Baie James sur la Côte-Nord représente actuellement dans les milieux amérindianistes francophones un élément mobilisateur extrêmement important. Cette fois, les spécialistes veulent être de la partie, d'autant plus que l'affaire va se développer sur un territoire qu'ils revendiquent comme étant le leur. Tout concourt à confirmer que les amérindianistes auront effectivement un rôle à jouer dans ce débat qui s'amorce, même si, à ce stade-ci, ce rôle est loin d'être défini.

Cette fois-ci, les amérindianistes francophones sont dans l'ensemble beaucoup mieux préparés pour faire face à la situation. Il y a bien sûr l'expérience de la Baie James qui est en soi un grand enseignement. Il y a surtout les résultats de cette longue auto-critique qui va commencer à porter ses fruits. Au nombre de ces fruits, le moindre n'est pas celui de s'être débarrassé d'une immense naïveté au chapitre politique. On lit mieux à présent la nature de la possible contribution des sciences humaines et l'analyse procède à partir de cadres nettement rigoureux.

De toute manière, tout reste à faire à ce chapitre et il est beaucoup trop tôt pour préciser quelque scénario que ce soit. La Côte nord ne sera pas une exacte reproduction de la Baie James. Sur le sujet précis de cette analyse, il importe de souligner que les experts qui y oeuvreront ne seront pas de la même école que ceux qui ont oeuvré à la Baie James, ce qui est déjà une indication. Plus importantes encore sont les positions politiques des Montagnais, positions qui ne sont pas identiques à celles adoptées en 1971 par les Cris et qui pour l'instant permet à un certain radicalisme de se maintenir à l'aise. Finalement, le gouvernement en place n'est pas le même, ce qui ne manquera pas de donner un ton particulier au débat, d'autant plus que les questions de priorités énergétiques nationales ont pris une importance qu'elles n'avaient pas autrefois.

Les amérindianistes francophones ont toute une pratique à construire là-dessus car dans le passé, leurs expériences de travail avec les Associations autochtones autour de sujets précis et mobilisateurs (Collège Manitou - Conseil consultatif de l'Association des Indiens du Québec - Coordination des recherches) n'ont pas été concluantes.

## DEUXIEME PARTIE: LA SITUATION PRESENTE

### - Le cadre idéologico-politique

Alors que les premiers objectifs des pionniers de l'amérindianisme québécois visaient à une réhabilitation des cultures amérindiennes aux yeux d'un public québécois par ailleurs fort mal identifié, les considérations idéologiques récentes ont considérablement élargi la perspective. Pour la majorité des amérindianistes, il semble acquis que les Amérindiens, nonobstant leur particularité culturelle et à l'instar de nombreux groupes sociaux, sont fondamentalement des victimes des abus de pouvoir de la part de l'Etat, de sa bureaucratie et de son approche technocratique. Bien que l'objectif demeure, il ne s'agit plus tellement de faire valoir les valeurs hautement positives qui se rattachent aux cultures amérindiennes. La lutte se transporte plutôt sur un terrain où il apparait urgent et nécessaire que les Amérindiens, du monde ordinaire en l'occurence, s'organisent et libèrent les forces vives de leur propre société afin de contrer les effets néfastes de l'envahissement des institutions étatiques dans tous les secteurs de la vie sociale.

Par ce biais, il y a un danger qui n'en est pas vraiment un, celui d'évacuer le problème en le désamérindianisant, comme on le notait pour l'approche marxiste. Mais les amérindianistes commencent lentement à réaliser que ce n'est pas à eux de constituer l'amérindianité mais bien aux Amérindiens eux-mêmes. Le vrai défi de l'amérindianiste se situe beaucoup plus au niveau du raffinement continuel de sa lecture de la réalité de telle sorte que ses expertises puissent s'imposer dans certains contextes favorables. Ainsi, il est d'emblée reconnu maintenant que l'analyse doit aussi porter sur les abus de l'Etat et sur les moyens d'y

remédier. Dans ce cadre, il est dorénavant accepté par les amérindianistes que les chercheurs et les praticiens des sciences humaines en général ne peuvent plus se permettre de radicalement ignorer un volet tout à fait fondamental qui confronte les Amérindiens et les analystes qui analysent leur situation: il faut pouvoir étudier l'Etat, son langage et ses pouvoirs.

Puisqu'il est question d'abus de pouvoir institutionalisés, il est entendu que les revendications améridiennes sont des luttes politiques. Personne ne connaît vraiment la nature de l'actuel pouvoir politique des Amérindiens au Canada et même si plusieurs hypothèses sont avancées, on sent clairement qu'il s'agit là d'une question non résolue et qui semble loin de l'être.

Néanmoins, et en généralisant peut-être un peu hâtivement, les amérindianistes en sont venus à réaliser que les intérêts des Amérindiens diffèrent radicalement de ceux de l'Etat et des promoteurs de développement (nordique ou urbain) qui exercent un puissant lobby pour contrôler les ressources ou pour faire valoir leurs projets. La généralisation est peut-être hâtive en effet puisque ce ne sont pas tous les groupes amérindiens qui réclament la souveraineté et l'intégrité de leurs pouvoirs politiques sur leurs territoires. Entre la souveraineté intégrale et des revendications précises à propos d'injustices passées ou présentes, il y a toute une série de positions politiques intermédiaires, comme nous le savons bien. Or, le spécialiste est appelé à travailler dans des contextes bien différents selon que les Amérindiens en cause (ou qui l'emploient) adoptent une attitude politique plus radicale par opposition à une attitude plus pragmatique.

Mais la question demeure bien posée et comme telle, elle me semble incontournable: à quelque degré que ce soit, c'est du pouvoir politique que les Amérindiens réclament. Ils veulent du pouvoir pour assurer bien sûr leur autonomie culturelle mais aussi et surtout pour acquérir la capacité d'influer de façon décisive sur les appareils de prise de décision quant au développement du nord surtout, mais aussi quant à n'importe quel projet qui les touche de près ou de loin.

La nature de ce pouvoir pose un problème. En principe, il est de la compétence des amérindianistes les plus expérimentés de se pencher sur ce problème et même, sollicités ou non dans la situation actuelle, de donner des avis à cet effet. C'est un rôle très délicat mais théoriquement, les amérindianistes pourraient s'en acquitter honorablement. Toutefois, cette possibilité n'empêche pas le fait que l'amérindianisme a des tâches plus humbles et beaucoup plus concrètes présentement en souffrance. Il n'y a pas de lecture politique sérieuse dans une bonne connaissance des faits et des dossiers. C'est en ce sens que la recherche de base demeure la fonction principale de l'amérindianiste.

On l'a mentionné, c'est principalement les résultats de l'évaluation des événements de la Baie James qui nous a mené là. Voilà un cas où les sciences humaines furent véritablement mises à contribution. Certaines idées mises de l'avant et défendues par leurs concepteurs ne manquent pas de fasciner, comme ce programme qui assure la poursuite des activités de chasse et de trappe chez les Cris. En repoussant à la marge de notre analyse les relations complexes entre les anthropologues et les communautés quant à la naissance et à la mise en forme d'un tel projet, il

apparait de plus en plus évident que ce qui, à l'origine, semblait être une idée nouvelle en même temps qu'une immense concession du système dominant (cédant à d'hypothétiques pressions politiques) aux volontés du monde ordinaire, s'avère finalement une performance hautement sophistiquée de la bureaucratie étatique pour récupérer ce qui lui échappait jusque là: le contrôle total de la destinée des populations amérindiennes de la Baie James, l'enrôlement d'un pourcentage important de la population locale dans des univers bureaucratiques (administration crie du programme et structures de collaboration) ainsi que la planification rationnelle des activités économiques des gens. Lorsque l'objectif fondamental de l'Etat est d'aménager intégralement un territoire en tenant compte de toutes ses composantes, des succès comme ceux-là ne coûtent jamais trop cher.

On voit donc qu'une fois revenus de la surprise agréable de constater que les sciences humaines pouvaient servir à quelque chose, les amérindianistes francophones, spectateurs de ces événements, commencent à réaliser la très grande puissance du langage technocratique (le langage juridique en étant une facette importante) ainsi que de la vivacité du phénomène de contagion des institutions bureaucratiques. Il n'y a certes pas de consensus véritable là-dessus mais il s'agit quand même d'une évaluation générale qui retient l'attention de beaucoup d'amérindianistes.

Le verdict est donc très dur. Au moment où, dans le champ de l'amérindianisme, les sciences humaines acquièrent un certain pouvoir dans la mesure où elles deviennent "utiles" et où s'est créée une demande qui évoque un certain succès, on s'aperçoit que nos gains sont à la mesure de notre récupération par le système que l'on dénonce.

Pris au sérieux, ce genre d'évaluation et le cadre idéologico-politique qu'il suppose ne sont pas sans poser des problèmes considérables sur le plan de la pratique. La contradiction n'est pas nouvelle et le marxisme l'a posée depuis maintenant assez longtemps. Il s'agit du rôle et de la légitimité de l'intellectuel dans une société quelle qu'elle soit. Est-il à la remorque de l'analyse que fait le milieu (amérindien) de sa propre situation ou au contraire, ne doit-il pas provoquer et porter l'entière responsabilité de ses propres analyses? Est-il un guide ou ne fait-il que mettre en forme des idées qui originent du milieu? Où se situe-t-il en fin de compte celui qui, par son métier, est présumé être celui qui voit le plus clair entre tous? Dans la mesure ou l'analyse conduit à une forte polarisation des intérêts entre des dominants et des dominés, se pose la question logique en même temps que morale de savoir à quelle enseigne on se loge.

Et si, comme c'est le cas, la majorité des amérindianistes ont un préjugé favorable pour les Amérindiens, reste à déterminer dans la pratique le type d'articulation qui pourrait se réaliser entre l'intellectuel et le monde ordinaire qui fait l'objet de ses analyses. Or, ce n'est pas un problème facile et il est loin d'être résolu par les amérindianistes quelles que soient leurs prétentions. Au nom de qui l'amérindianiste parle-t-il et qu'est-ce qui lui confère sa légitimité? Les amérindianistes doivent-ils opposer aux idéologies dominantes et opprimantes une idéologie de rechange, qui serait la leur, celle qui découle de leur travail de démystificateur, et qui pourrait s'avérer pour les Amérindiens un moyen solide d'attaquer l'adversaire sur le plan des idées? Si l'analyse le lui donne, l'amérindianiste doit-il aller jusqu'à mettre en doute la légitimité des leaders amérindiens qui ne se conformeraient

pas à la bonne lecture de la réalité? Les amérindianistes sont-ils suffisamment (organiquement) liés avec les milieux amérindiens pour pouvoir prétendre être leurs idéologues légitimes?

Je crois personnellement que non et c'est là qu'achoppe l'actuelle auto-critique des amérindianistes francophones. Ayant une conscience aiguë de ces problèmes, ils finissent par supporter difficilement les contraintes de la vie concrète où la politisation des débats place constamment le spécialiste dans des situations intenables.

- Les amérindianistes aujourd'hui

Parallèlement au développement de l'actuel contexte idéologico-politique et suite à l'émergence des revendications amérindiennes (ainsi que de leur insertion dans des structures particulières telles que les associations politiques autochtones et dans des processus particuliers tels que les revendications organisées et les négociations officielles) les amérindianistes ont commencé à servir à bien des fins eu égard aux recherches devenues nécessaires et urgentes. Dans ce contexte, il s'est établie une pratique du compromis qui, malgré le nombre relativement restreint des amérindianistes disponibles, ne laisse pas de déconcerter par son hétérogénéité. C'est à l'esquisse de cette pratique que je vais maintenant m'attacher.

D'entrée de jeux, faisons les mises au point suivantes: il est faux de prétendre à la hâte et sans trop vérifier que les amérindianistes, trop nombreux, sont à peu près tous en chômage et ne font rien qui vaille. Les activités sont nombreuses et variées, la demande est relativement forte et tout indique qu'il en sera ainsi pendant un certain temps encore. Un autre préjugé tenace parmi les amérindianistes

conduit trop souvent à diviser les spécialistes en deux grands groupes: les académiciens purs et les chercheurs qui travaillent à des problèmes pratiques. Il s'agit de la différence entre l'universitaire impénitent et le contractuel (peut-être aussi un universitaire mais moins impénitent celui-là). Or, rien n'est aussi simple comme je vais à présent m'attacher à le démontrer. Pour ce faire, je procèderai simplement en catégorisant les types d'activités caractéristiques des amérindianistes d'aujourd'hui.

Bien sûr, tout commence à l'université. Mise à part la demande des étudiants, il y a trois grands facteurs qui maintiennent encore en vie le discours amérindianiste à l'université: la raison de la rigueur et de la qualité à laquelle certains, structuralistes, marxistes ou autres, ont encore le goût de s'attacher dans un univers intellectuel où ces critères ne sont plus nécessairement dominants, la raison désespérante des plus politisés qui se sont brutalement butés à l'articulation éternellement virtuelle entre l'intellectuel et la société et qui finissent par se contenter de ce refuge somme toute très confortable, et finalement la raison de l'incompétence qui retient sous un même toit ceux qui risqueraient trop gros s'ils en sortaient.

En tête de liste, il y a donc l'académicien, l'universitaire véritable, le chercheur fondamental d'où tout est parti et qui survit tant bien que mal. Il pourrait survivre mieux s'il avait conservé le monopole de l'évaluation de la qualité des travaux et des productions. Mais à présent, il doit souffrir sans trop maugréer un certain nombre d'insanités à ce chapitre. Car dans un contexte où la morale et la politique jouent un rôle si important dans la définition même de ce qu'est un amérindianiste, il se trouve

des moments où il n'est plus de bon ton de se déclarer bon académicien ou bon universitaire. En effet, on ne juge plus tellement sur la qualité des travaux mais sur la légitimité morale et politique des discours et des actions concrètes. D'une façon c'est regrettable car, si en principe l'un n'empêche pas l'autre, il appert dans les faits que ce qu'on gagne en légitimité, on risque souvent de le perdre en rigueur.

Paradoxalement, c'est le marxisme qui a le plus contribué récemment à maintenir le discours académique en vie. S'adaptant fort bien à toute forme de discours qui trouve sa fin en soi et de toute façon férus de rigueur et d'objectivité, le marxisme est à l'aise à l'université. Les difficultés apparemment incontournables de la pratique marxiste, notamment le rôle concret de l'intellectuel dans la société où les luttes sont présumées être vives, a poussé les meilleurs penseurs marxistes à trouver une niche universitaire où les questions de survie personnelle ne se posent plus. Indirectement, l'amérindianisme universitaire, s'il est suffisamment pris en charge par ce courant théorique, a de bonnes chances de continuer d'exister.

Mais tous les universitaires n'ont pas nécessairement choisi ou abdiqué une fois pour toute. Quant à eux, d'autres distinctions s'imposent qui nous amènent à considérer deux autres catégories d'activités. Il est en effet fort possible d'être un universitaire tout en s'appuyant sur cet acquis pour tenter de jouer un rôle particulier sur le plan social. On se retrouve alors devant l'universitaire-militant qui conduit à la fois des activités d'enseignement et qui substitue à ses fonctions de chercheur fondamental ou appliqué des activités qui visent à une plus grande insertion dans le milieu amérindien. L'objectif est d'être à la fois à l'université et dans le milieu.

Il s'agit d'individus n'ayant pas abdiqué quant à la possibilité d'établir un lien significatif entre la condition d'intellectuel et la société. Le statut de l'amérindianisme est alors fort mal défini mais il en est volontairement ainsi. Consultant bénévole, animateur social, prêcheur et guide dans la lutte, cette catégorie s'accommode fort bien du radicalisme puisque le compromis est minime, que la légitimité est immanquablement sauve, que le contexte général le permet et puisque finalement, on se situe toujours fort loin de quelque cadre décisionnel que ce soit. En tant qu'universitaire-militant, on peut maintenir une problématique de lutte entre dominants et dominés, prendre inconditionnellement position pour les dominés, travailler pour eux dans ses temps libres (qui sont nombreux dans un système universitaire où la qualité n'est plus le critère dominant), prendre les positions les plus radicales tout en ayant ses arrières académiques assurés, on peut donc faire tout cela sans avoir de compte à rendre à quiconque.

Le compromis est plus évident et l'honneur parfois moins sauf dans le cas des universitaires-consultants. Dans une certaine mesure, puisqu'il y a un certain consensus sur une interprétation qui souligne la polarisation des intérêts entre les Amérindiens et le pouvoir de la société dominante, celui-ci doit toujours se demander pour qui il travaille, à quoi vont servir ses conseils et ses recherches. Si l'on maintient, pour les besoins de la cause, un cadre d'analyse qui place face à face, dans une lutte à entretenir et à finir, les Amérindiens et le Pouvoir, l'universitaire-consultant peut en principe être sollicité par les deux parties. Compte tenu des contraintes du cadre idéologico-politique, la situation est souvent très difficile. Il serait irréaliste de supposer qu'un universitaire puisse refuser toute forme de collaboration avec le pouvoir. Même

diffuse, cette collaboration finit toujours par s'établir. Ceux qui ne collaborent pas sont ceux qu'on ne sollicite jamais, soit que leur recherche fondamentale ne débouche pas immédiatement sur des applications concrètes, soit qu'ils sont trop radicaux ou soit parce qu'ils ne sont pas très bons.

Puisque l'articulation Etat-Amérindiens-Amérindianistes, même si faible, existe bel et bien, la situation la plus acceptable s'établit lorsque l'Etat s'efface au maximum, de telle sorte que l'améridianiste ait et donne l'impression de travailler pour les Amérindiens. L'émergence des associations politiques autochtones et le contexte de la mise en valeur des ressources nordiques au Québec, ont permis le développement d'une telle situation. Le principal conseiller scientifique du Conseil Attikamek-Montagnais est un anthropologue universitaire prêté par son institution pour une période déterminée. Ici, la fonction sociale de l'universitaire se trouve à se déployer dans des conditions acceptables et l'université elle-même ne peut qu'encourager ce type d'implication.

Il importe toutefois de souligner que dans l'ensemble, l'universitaire qui a le potentiel d'être consultant constitue une ressource sous-utilisée. Mises à part des relations entre l'universitaire et le milieu qui ne relèvent que du prestige, on fait peu appel à l'universitaire pour ses conseils tout comme ce dernier investit peu pour se faire valoir à ce niveau. Il faut bien comprendre que les difficultés sont nombreuses. Par exemple, il est souvent difficile pour l'intellectuel de se plier aux contraintes imposées par les associations autochtones qui peuvent à l'occasion faire pression sur lui. Par ailleurs, on l'a mentionné, vis-à-vis les collègues comme vis-à-vis le cadre

idéologico-politique partagé, la légitimité n'est pas toujours clairement établie et dans ces cas, l'amérindianiste fait face à des problèmes moraux importants, soit parce qu'il travaille pour le Pouvoir, soit parce qu'il travaille pour une "mauvaise" faction à l'intérieur des dominés (ce qui pose dans ce dernier cas le très délicat problème de la contestation implicite par des amérindianistes de la légitimité de certains leaders amérindiens). En dernier lieu, contrairement à l'universitaire-militant, l'universitaire-consultant doit faire face à une certaine évaluation de ses travaux selon des critères qui ne sont pas nécessairement académiques. Théoriquement libres-penseurs, les universitaires sont évidemment mal à l'aise face à l'ensemble et à la diversité de ces contraintes.

Passons maintenant à un autre groupe d'amérindianistes: celui des jeunes chercheurs ou des chercheurs en émergence. Sur le plan des ressources humaines, ces derniers constituent une réserve importante. Si l'amérindianisme survit toujours à l'Université de Montréal, à l'Université Laval et à l'Université du Québec par le biais de son Centre de Recherches sur le Moyen-Nord à Chicoutimi, comme sur son campus de Montréal qui manifeste aussi des intérêts, c'est que la demande des étudiants se maintient depuis quelques années. Il résulte de cet intérêt relativement vif et continu que le nombre des amérindianistes s'est accru, compte tenu de la quantité des étudiants qui décident de faire des études graduées en faisant de la recherche dans ce champ. Il s'agit de chercheurs généralement tout à fait sympathiques à la cause des Amérindiens et qui travaillent ou voudraient travailler à la faire valoir. Pour ce faire, ils essaient d'ajuster tant bien que mal leur recherche aux

besoins présumés urgents des Amérindiens sur le plan de leurs revendications, dans l'espoir que leur travail servira un jour à quelque chose.

Une des conséquences importantes du cadre idéologico-politique dans lequel baigne l'amérindianisme francophone d'aujourd'hui et à l'intérieur duquel les étudiants gradués ont été formé récemment, se traduit dans le fait que la plupart des études graduées portent sur l'histoire. Les intérêts de recherche se sont donc déplacés du terrain vers les documents. Travaux historiques qui visent à reconstituer la preuve de l'occupation territoriale, relecture de documents anciens et quête de nouvelles informations historiques, visant souvent à démontrer la nature des injustices, la majorité des recherches éloignent les chercheurs du milieu et les rapprochent des archives.

Hors de l'univers académique où ils se trouvent en transition, ces chercheurs ont peu d'espoir de poursuivre leurs travaux dans la mesure où les postes d'enseignement à l'université sont tout à fait limités et où la fonction de chercheur n'existe pas. Le Centre des Etudes Nordiques de l'Université Laval a bien employé des amérindianistes dans le passé mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le Centre de Recherches sur le Moyen-Nord de l'Université du Québec à Chicoutimi semble se spécialiser dans la recherche historique en matière amérindienne mais il ne peut à lui seul absorber une portion significative des chercheurs disponibles, d'autant plus que beaucoup de ceux-ci n'aiment pas s'éloigner de Montréal ou de Québec. Si le jeune chercheur ne trouve pas de poste dans l'enseignement au niveau collégial ou si la fonction publique ne lui ouvre pas ses portes en tant qu'amérindianiste, il peut tout

abandonner ou encore prendre le risque de joindre les rangs d'une dernière catégorie dont nous allons maintenant parler, celle des pigistes.

Les activités des pigistes les divisent en deux groupes: il y a d'abord ceux qui s'appuient sur des contrats à long terme (un an ou plus), puis il y a ceux qui fonctionnent avec des contrats à court terme. La première catégorie répond à la demande des organismes gouvernementaux ou à celle des organisations amérindiennes qui, pour des périodes précises, ont besoin de ces experts. D'ailleurs, le développement récent de ces activités correspond à la nouvelle demande de l'Etat québécois qui cherche présentement à se doter d'expertises spécifiques en matière amérindienne. (Je ne considère pas ici le fonctionnariat véritable qui, dans le contexte de la reconnaissance de ce besoin par les différents niveaux de gouvernement, a, depuis quelques années, ouvert ses portes aux amérindianistes).

La différence la plus significative entre le pigiste à long terme et le pigiste à court terme se situe au niveau de l'exclusivité. En principe, le pigiste à long terme ne fait qu'une chose à la fois puisque son contrat l'occupe à plein temps. De son côté, le pigiste à court terme mène de front autant de contrats qu'il le peut. Même si elle existe bel et bien, cette dernière sous-catégorie n'est pas très développée, principalement à cause de la difficulté présumée de maintenir une intensité des activités rémunérées qui assurerait une sécurité suffisante. Ce n'est d'ailleurs pas une condition de tout repos. Le pigiste à court terme doit nécessairement maintenir des contacts dans tous les milieux qui touchent de près ou de loin à l'amérindianisme. Les problèmes ne s'arrêtent pas là. S'il partage l'idéologie de la majorité de ses collègues, il est plus que tout autre en

butte à des questions morales. Même s'il est plus détendu par rapport à ce cadre idéologique, il doit quand même être constamment sur ses gardes car, travaillant souvent seul, il peut devenir une proie facile s'il s'associe à des projets qui n'en valent pas la peine. Par exemple, les organisations privées de consultation en planification socio-économique, souvent des sous-organisations de bureaux de consultants en gestion et en ingénierie, essaient parfois de recourir à des amérindianistes isolés pour acquérir rapidement et à peu de frais des expertises devenues nécessaires dans la conception et dans la présentation de presque tous les projets de développement.

Le pigiste voit en outre son expertise concurrencée par les expertises des autres experts des questions amérindiennes (administrateurs - avocats - ingénieurs) qui luttent de leur côté pour établir ou pour maintenir la suprématie de leur langage (de leur logos) sur celui de sciences humaines. Les conseillers juridiques, dans le champ de l'amérindianisme, sont actuellement les grands gagnants et cette situation se retrouve ailleurs au Canada.

Les sciences humaines, à part quelques succès obtenus à l'ombre des autres langages (Convention de la Baie-James - Commission Berger) essuient généralement des revers significatifs dans tous les secteurs où elles oeuvrent sur le plan pratique. Or les pigistes sont toujours sur les premières lignes de ces luttes où les revers sont si nombreux. Il n'est donc pas surprenant de constater que c'est de leur côté que provient un cri d'alarme pour une meilleure organisation des spécialistes en sciences humaines pour faire face de façon plus adéquate à ces problèmes.

Certains diraient peut-être que les pigistes, n'ayant pas eu le talent d'être des universitaires ne peuvent pas faire autrement que d'accumuler des revers dans la pratique, au milieu de contextes où les parties jouées sont si serrées. Mais je ne risquerais pas une semblable interprétation. Le problème est ailleurs. Le nombre des pigistes francophones ayant une certaine expérience est encore restreint. Ils n'ont pas d'appuis remarquables chez leurs collègues universitaires; ils ont donc peu de chance d'être entendus. Cette activité est d'ailleurs beaucoup plus développée chez les anglophones que chez les francophones et le nombre des amérindianistes francophones ayant travaillé dans un milieu anglophone en tant que pigiste est très réduit. C'est donc une pratique qui émerge et on peut penser qu'elle se développera plus encore dans les années à venir.

Cette dernière catégorie complète l'inventaire des activités des amérindianistes d'aujourd'hui. On voit bien que la situation n'est pas simple et que le milieu n'est pas homogène. Comme telle, la condition d'amérindianiste n'existe pas. Ce qui existe, ce sont des pratiques, l'académicien, l'universitaire-militant, l'universitaire-consultant, les jeunes chercheurs, les pigistes à court et à long terme. Il faudrait leur ajouter les professeurs de CEGEP qui peuvent s'articuler sur les précédentes catégories par le biais du militantisme notamment, le fonctionnariat qui peut déboucher sur de l'animation sociale ou culturelle (comme ce fut systématiquement le cas à l'époque de la Direction Générale du Nouveau-Québec) et la recherche autonome à laquelle les pigistes peuvent théoriquement s'adonner.

- Les univers anglophones et francophones

Une comparaison entre les univers amérindianistes francophones et anglophones nous permettra de nous résumer en même temps que d'amorcer une synthèse des tendances générales esquissées jusqu'ici. Par rapport aux amérindianistes anglophones du Québec mais aussi du Canada dans son ensemble, une série de points peuvent être soulevés qui caractérise l'amérindianisme francophone d'une façon très nette.

Sur le plan académique, il y a peu de différence entre les structures francophones et anglophones. Il est néanmoins certain que si une échelle commune de qualité tend à s'établir ou à se maintenir au niveau des études graduées, les sources théoriques diffèrent grandement. J'ai déjà mentionné que le structuralisme et le marxisme n'avaient pas eu d'effets bouleversants du côté des sciences humaines anglophones. Il en résulte que nous sommes en présence de deux sortes de spécialistes.

Les amérindianistes anglophones sont peu intéressés par l'épistémologie et ils ne passent pas par une phase aiguë d'auto-critique en tant que communauté de chercheurs. Chez eux, tout semble aller bien. Ils sont bien sûr conscients d'oeuvrer au sein d'un système social qui génère des injustices mais il y a peu de réflexion quant aux fondements mêmes de ce système. Ils donnent l'impression d'être des spécialistes humanistes qui sont sincèrement à la recherche d'améliorations sociales à partir de ce qui existe déjà comme à partir de ce qu'ils identifient comme étant des problèmes et des solutions. De bonnes analyses peuvent contribuer au changement social et ce changement est possible sans trop d'effets négatifs si les analyses sont de bonne qualité. A ce compte, il est fort possible de donner

ou de vendre des conseils sans avoir à tout moment à reconstruire sa légitimité morale et politique. Le seul véritable problème est de trouver des instances significatives (amérindiennes, étatiques ou privées) qui seraient prêtes à écouter ces solutions, voire à les acheter et à en demander plus encore. Il y a de bons et de mauvais conseillers comme il y a de bons et de mauvais chercheurs. L'évaluation de la qualité des travaux des amérindianistes suit de très près le modèle académique quel que soit le contexte où se font les travaux. L'approche est ainsi beaucoup plus homogène comme elle est tout à fait pragmatique.

Sur le plan pratique, les résultats sont impressionnants et on sait bien aujourd'hui que l'Etat, les entrepreneurs et les Amérindiens demandent et utilisent volontiers ces experts en solution sociale.

En somme, les amérindianistes anglophones sont peu versés en épistémologie mais ils ont développés sur le plan pratique de nombreux champs d'activités. Leur torpeur idéologique coincide avec leur vigueur pratique.

Pour les francophones, c'est l'inverse. De différentes façons, les amérindianistes francophones sont plus politisés, plus radicaux et plus portés vers la critique des fondements mêmes de l'amérindianisme. Par contre, sur le plan pratique, ils accusent un important retard sur leurs collègues anglophones. Dans le champ de la consultation auprès de l'Etat comme auprès des Associations autochtones, même si les activités se développent rapidement au Québec, les francophones n'ont pas l'expérience des anglophones. Ce retard est en partie imputable au fait que le "cas" de la Baie James a été couvert par les spécialistes anglophones,

mais il est surtout dû au contexte idéologique décrit plus haut. La lecture de la réalité n'est pas la même. Les amérindianistes francophones ont toutes les difficultés du monde à croire que le Pouvoir a de la bonne volonté et qu'il n'attend que de bons conseils pour améliorer le sort des Amérindiens. Ils ont ainsi bien du mal à se définir un rôle précis, d'où l'hétérogénéité constatée plus haut.

Malgré des conflits idéologiques nombreux au sein de la "communauté" des amérindianistes francophones, il y a un consensus en puissance qui fera d'ailleurs l'objet de ma conclusion, mais dont je voudrais donner ici les grandes lignes afin de montrer davantage la différence qui existe entre les univers francophone et anglophone. Pour les francophones, les sciences humaines sont politiques et c'est en ce sens qu'elles peuvent s'accorder avec les revendications fondamentales des Amérindiens. L'amérindianiste francophone a donc plus tendance à identifier des niveaux de désespoir où tout dialogue entre les sociétés amérindiennes et la société dominante devient impossible et où les perspectives de violence ou de non-participation systématique trouvent plus facilement place dans les analyses par ailleurs fort difficiles à vendre à qui que ce soit. Il en découle nécessairement que des concepts tels que l'écologie, la rentabilité, le changement avec des coûts sociaux minima, si populaires chez les anglophones, ont une utilisation restreinte chez les francophones. On pourrait même ajouter que l'idéologie francophone n'encourage pas la recherche sur le changement social puisque ce changement n'est perçu qu'à travers une lutte sur le plan politique.

Néanmoins, il y a des éléments de rapprochement entre ces deux univers. En premier lieu, tout le monde s'entend pour accroître la quantité et la qualité des recherches. On s'entend aussi pour que les sciences humaines jouent un plus grand rôle dans les entreprises de planification sociale. Plus important et d'une façon un peu surprenante, on s'entend sur la nécessité d'étudier et de mieux comprendre les phénomènes bureaucratiques. Il ne faut pas oublier qu'il est aussi dans l'idéologie des anglophones de se méfier de la croissance du pouvoir bureaucratique. Il reste cependant qu'on en arrive à cette conclusion par des chemins différents et que les contextes idéologico-politiques ne coincident pas. A ce stade-ci, en ce qui regarde les amérindianistes francophones, c'est la vigueur de leur auto-critique et en conséquence les grandes incertitudes dans la pratique de leur métier qui les distinguent le plus nettement.

ANNEXE

Cette annexe a pour but de quantifier en même temps que rendre plus précise la description qui précède dans le texte.

L'amérindianisme au Québec occupe directement ou indirectement près de soixante individus diplômés des sciences humaines en sociologie, anthropologie, linguistique, géographie, histoire ou en démographie. Le classement que nous présentons ne suppose pas des catégories exclusives car il est bien certain que plusieurs personnes pourraient éventuellement se classer dans plus d'une catégorie. Plus encore, il faut se rappeler que la catégorie d'amérindianiste n'est pas en elle-même exclusive puisque rien n'empêche les spécialistes de travailler dans d'autres secteurs que celui de l'amérindianisme. Il reste cependant que la tendance actuelle se traduit par une pression sur le spécialiste qui le renferme plus avant dans sa spécialité et qui le confine aux problèmes amérindiens (phénomène attribuable aux urgences comme à la grande demande).

Dans la liste et la classification envisagée, j'ai retenu pour caractériser le statut d'amérindianiste, la définition la plus large qui soit: tout expert qui se présente ou est perçu, dans le champ des sciences humaines comme ayant une connaissance particulière d'une ou de plusieurs facettes des réalités touchant les Amérindiens (excluant l'archéologie).

Les activités amérindianistes francophones se concentrent à Montréal, Québec, Chicoutimi et Ottawa. Dans les deux derniers cas, il s'agit pour Ottawa (excluant le fonctionnariat) d'un centre de publication sur le sujet (Centre Canadien des Recherches en Anthropologie -

Université St-Paul) et pour Chicoutimi d'un Centre de Recherche sur le Moyen-Nord qui, en matière amérindianiste, est surtout préoccupé par des travaux sur la langue, l'éducation contemporaine et l'histoire des Amérindiens du Québec. C'est à Ottawa que se publie la revue Anthropologica tandis que le Centre de Chicoutimi publie de son côté des manuscrits historiques dans sa collection Tekouerimat.

Pour l'instant, les véritables centres de formation sont l'Université de Montréal et l'Université Laval par le biais de leurs départements de sociologie et d'anthropologie surtout. La tendance actuelle de la recherche dans ces milieux, nous l'avons mentionné, est nettement historique (histoire socio-économique des groupes amérindiens) et il faudra attendre pour évaluer les résultats des travaux des jeunes chercheurs, y compris de ceux qui s'intéressent aux problèmes contemporains.

Le fonctionnariat lui-même, par le biais de mandat précis a amené et amène encore certains spécialistes des sciences humaines devenus fonctionnaires à se spécialiser sur les questions amérindiennes.

Ma connaissance du milieu et les entrevues réalisées sur le sujet nous conduisent donc à une évaluation approximative d'une soixantaine de francophones pouvant être considérés comme des experts de certaines questions amérindiennes.

Nous avons divisé la liste en quatre catégories: les universitaires, les jeunes chercheurs, les pigistes et les fonctionnaires. Quant aux individus, il s'agit tous de spécialistes ayant fait leur maîtrise (ou étant en train de

la faire) sur un sujet amérindien ou encore dont l'expérience de travail ou les travaux en cours et les publications récentes ou passées justifient leur inclusion dans la liste.

Commentant cette liste, on remarquera que approximativement 25% des amérindianistes sont des universitaires. Le fonctionnariat (incluant l'enseignement au CEGEP) en absorberait un autre 25%. Près du tiers se retrouverait dans la catégorie des jeunes chercheurs en état de formation tandis que le reste, autour de 15% du groupe total, ce qui signifie une dizaine, travaillerait à la pige sur une base professionnelle. Compte tenu des chercheurs en émergence, il est à prévoir que le groupe des pigistes ira en s'accroissant. Au niveau du fonctionnariat, la demande est encore forte mais elle n'est certes pas illimitée dans le contexte actuel, d'autant plus que la tendance y est de préférer des pigistes à long terme, et maintenant à court terme, pour remplir des mandats précis de recherche.

Il faut noter l'absence d'une catégorie, celle des chercheurs professionnels qui pourraient éventuellement faire avancer plus rapidement et plus librement surtout la recherche fondamentale comme appliquée. Mais les universités ne développent pas ce secteur en sciences humaines et il est jusqu'à des centres de recherche spécifiquement créés à cette fin, i.e. le Centre d'Etudes nordiques de l'Université Laval qui sont devenus complètement inactifs à ce chapitre.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| UNIVERSITAIRES | Arcand Bernard<br>Charest Paul<br>Dorais Louis-Jacques<br>Labrecque Marie-France<br>Maranda Pierre<br>McNulty Gerry<br>Simard Jean-Jacques<br>Simonis Yvan<br>Tremblay Marc-Adélard<br>Trudel François | Lambert Carmen | Balickci Asen<br>Bernier Bernard<br>Clermont Norman<br>Laplante Robert<br>Savard Rémi | à Chicoutimi:<br>Simard Jean-Paul<br>à Montréal:<br>Morissette Jean |
| TOTAL: 18 | total 10 | total 1 | total 5 | total 2 |
| JEUNES CHERCHEURS<br>TOTAL: 20 | Total approximatif de 20 | | | |
| PIGISTES<br>TOTAL: 12 | Bouchard Serge<br>Fortin Gérard<br>Girard François<br>Girouard Laurent | Grégoire Pierre<br>Lanarie Robert<br>Larochelle Gilles<br>Lévesque Carole | Mailhot José<br>Morissette Diane<br>Raynault François<br>Vincent Sylvie | |

| FONCTIONNAIRES | AFFAIRES INDIENNES | AFFAIRES CULTURELLES | CEGEP | DIVERS |
|---|---|---|---|---|
| | Lachance Brulotte G. (Québec)<br>Leclerc Yves (Québec)<br>Savoie Donat (Ottawa) | Bernier Yves<br>Dominique Richard<br>Guy Camil<br>Saucier Céline | Dandenault André<br>Hirbour René<br>Panasuk Anne-Marie<br>Parent Raynald<br>Pelletier Céline | ACDI: Gilbert Louis<br>Affaires sociales: Frenette J.<br>Commission des droits de la personne: Lepage Pierre<br>Ministère de l'Education: Lachance Denis |
| | total: 3 | total: 4 | total: 5 | total: 4 |

GRAND TOTAL: 66